



ABONNEZ-VOUS

Vol.58, N°12

25 mars 2026

1,50 \$

N° de convention 40012374

La voix
du Nord.

LE VOYAGEUR

6

IMMIGRATION FRANCOPHONE : L'UDEH MÈNERA UN PROJET NATIONAL POUR ACCOMPAGNER LES ÉTUDIANTS INTERNATIONAUX

Photo : Réseau du Nord

11

L'HOMMAGE DE L'ACFO DU GRAND SUDBURY À JOANNE GERVAIS

Photo : Léo Duquette

2 & 15

FESTIN D'HISTOIRES : DES CONTES INSPIRANTS À SUDBURY ET À TIMMINS

Photo : Donald Dennie



Emmanuel Ngoma. Photos : Donald Dennie



Aline Fablet.

2025
—26


Théâtre du Nouvel-Ontario



Parole d'eau

Une production de Djarama et Théâtre Motus

Programmation jeunesse

6 ans +

La Grande Salle, Place des Arts
28 mars 2026 à 10 h 30

Texte, mise en scène et jeu
Mamby Mawine et Hélène Ducharme

leTNO.ca/billetterie

Partenaires de spectacle



Partenaires médiatiques



Partenaires financiers



Complices



GRAND SUDBURY

Des contes variés au Festin d'histoires du CFOF

DONALD DENNIE

La troisième édition du Festin d'histoires organisé par le Centre franco-ontarien de folklore et sept partenaires a eu lieu au Bistro de la Place des Arts du Grand Sudbury, le vendredi 20 mars, de 17h à 19h, à l'occasion de la Journée internationale de la francophonie et de la journée mondiale du conte. C'était aussi la première journée du printemps 2026.

Le Réseau de soutien à l'immigration francophone dans le Nord de l'Ontario, le Carrefour francophone, la Mosaïque interculturelle, la Communauté francophone accueillante du Centre de santé communautaire du Grand Sudbury, le Rendez-vous de la francophonie et le ministère fédéral de l'Immigration, réfugiés et citoyenneté ont agi comme partenaires du CFOF pour cet événement annuel.

Les conteurs et conteuses qui s'étaient inscrits à ce Festin étaient invités à raconter une histoire dont le thème était «Ma première fois», c'est-à-dire la pre-

mière fois qu'ils et elles avaient vécu une expérience. Une dizaine de personnes ont participé à cette soirée de réseautage et de partage interculturel, afin de raconter, pour la première fois, des événements souvent cocasses.

Monique Beaudoin, coordinatrice de la Communauté francophone accueillante, a ouvert le bal en racontant l'histoire de la première fois qu'elle a dû déga-ger la conduite d'aération de sa demeure, à la suite de l'énorme tempête hivernale qui a déversé quelque 50 centimètres de neige et de verglas sur la région du Grand Sudbury du 15 au 17 mars derniers. Elle a raconté toutes les épreuves qu'elle a dû surmonter afin de réussir à dé-gager cette conduite d'aération remplie de neige et de glace.

Emmanuel Ngoma, nouvel arrivant du Congo, a raconté la première fois qu'il a dû vivre la première neige après son arrivée au Canada, ainsi que sa première rencontre avec un ours sur le campus de l'Université Laurentienne où il s'était inscrit en tant qu'étudiant étranger. Pour sa part, Aline Fablet, originaire de la France, a fait part de son expérience où elle a dû échanger son permis de conduire en Ontario.

Daphné Veilleux-Michaud, l'animatrice de la soirée, a raconté la première fois qu'elle a dû monter à bord d'un autobus de transport en commun. Originaire de la campagne entre Sturgeon Falls et Field dans le Nord-Est ontarien,



Les conteurs et conteuses qui s'étaient inscrits à ce Festin étaient invités à raconter une histoire dont le thème était «Ma première fois», c'est-à-dire la première fois qu'ils et elles avaient vécu une expérience».

et n'ayant jamais fait l'expérience du transport en commun, elle a dû la tenter à Ottawa afin de se rendre dans le quartier de Vanier, situé à l'est de la capitale. Mais plutôt que de débarquer à Vanier, elle s'est retrouvée dans le quartier de Rockcliffe, complètement perdue et seule. Grâce à un automobiliste généreux, elle a pu se rendre à Vanier où on l'attendait de pied ferme.

Thomas Mercier, directeur du Réseau de soutien, a fait part de sa première expérience dans le Nord de l'Ontario. Originaire du Saguenay-Lac St-Jean, au Québec, il devait se rendre en voiture à Thunder Bay dans le Nord-Ouest de l'Ontario, soit un déplacement de 20 à 24 heures. Lors de son périple, il s'est retrouvé dans une tempête de neige qui l'a obligé de suivre une charrue pendant plusieurs kilomètres. Ce qui l'a retardé pour se rendre à destination.

Ce n'est là qu'un échantillon des histoires racontées dans le cadre de ce Festin agrémenté d'un léger buffet auquel ont participé une cinquantaine de personnes, dont la majorité était des nouveaux arrivants.



Daphné Veilleux-Michaud.

GRAND SUDBURY

ACFO : Joanne Gervais mise à l'honneur pour son dernier 5 à 7 comme directrice générale

LISE DUGAS

L'association canadienne française de l'Ontario (ACFO) du grand Sudbury, en collaboration avec l'Université de Sudbury et le Collège Boréal, a organisé son traditionnel 5 à 7 de la Semaine internationale de la Francophonie, le 18 mars dernier. Le tout s'est déroulé Au pied du rocher, au Collège Boréal, accompagné d'hors-d'œuvres et d'une consommation pour tous les présents.

Le mot de bienvenue a été proclamé par M. Daniel Giroux, le président du Collège Boréal. M. Serge Miville, le recteur et vice-chancelier de l'Université de Sudbury devait également dire quelques mots, mais n'était pas présent en raison des intempéries de la semaine dernière.

C'était au tour de M. Marc Gauthier, le président du conseil d'administration de l'ACFO du grand Sudbury, de s'adresser à l'auditoire pour leur souhaiter la bienvenue dans le cadre des festivités pour marquer la francophonie. Il en a profité pour remercier les bailleurs de fonds, les nombreux commanditaires, ainsi que les partenaires de l'événement. M. Gauthier a su remercier également tous les bénévoles «qui donnent des heures à l'ACFO, soit pour organiser les bingos ou les autres tâches», en plus de mentionner les membres du conseil d'administration, à savoir : Mmes Danielle Barbeau-Rodrigue (vice-présidente), Michelle Thibault (secrétaire/trésorière), Valérie Dalcourt, ainsi que M. Didier Pilon et M. Martin Bongkwaha. Ce dernier a assuré l'animation de la soirée. M. Gauthier a tenu à souligner le rôle important «joué par les femmes dans la transmission et



Le président Marc Gauthier a remis un bouquet à la directrice générale sortante de l'ACFO du grand Sudbury, Joanne Gervais. Photo : Léo Duquette

la préservation du français dans notre communauté», avant de passer aux remerciements du personnel, Mmes Dianne-Emma Kouakou, l'adjointe administrative et Karine Tellier, directrice générale associée. M. Gauthier a eu le privilège de présenter la conférencière Mme Joanne Gervais pour qui ce 5 à 7 marquait sa dernière activité publique officielle à titre de directrice générale de l'ACFO du grand Sudbury. M. Gauthier a ajouté : «Tu es un modèle, une ressource, une aide précieuse, une personne authentique, dotée de solides principes et une amie que nous aimons de tout cœur.» Par la suite, un toast a été porté à Mme Gervais : «Santé et bonheur pour ta retraite. Je te souhaite que des samedis, des journées où tu pourras dire ça me dit de le faire ou ça ne me dit pas de le faire.» Un bouquet a été remis à Mme Gervais. Le discours de M. Gauthier s'est terminé avec ce qui reste à accomplir : «L'ACFO poursuit son travail sur plusieurs fronts. Nous continuerons d'être présents au sein de la communauté et de défendre nos droits. Nous poursuivons également notre travail sur une campagne de demande et d'offre active de services en français, tout en mettant en œuvre notre nouveau plan stratégique.»

Et le point saillant était sans aucun doute la conférence de la

soirée offerte par la directrice générale, Mme Joanne Gervais, intitulée «L'ACFO ... du 100^e à maintenant». Cette dernière en avait long à dire. Mme Gervais ne pouvait faire autrement, car elle en a tellement accompli durant ses années comme directrice générale. En poste depuis 2010, à titre de directrice générale, Mme Gervais a premièrement commencé comme directrice adjointe en juillet 2009. Son discours a été divisé en quatre parties distinctes : les grandes célébrations, la programmation, les outils développés et ses coups de cœur personnels.

Pour ce qui est des grandes célébrations, Mme Gervais a souligné quatre anniversaires importants, depuis son arrivée en poste : le 100^e anniversaire de l'ACFÉFO-l'ACFO-l'AFO en 2010, les 400 ans de la présence française en Ontario en 2015, le 150^e anniversaire du Canada et de l'Ontario en 2017, et, finalement, en 2025, le 50^e anniversaire du drapeau franco-ontarien.

Mme Gervais a partagé que depuis 2010, l'ACFO a continué de revendiquer les droits des francophones, de sensibiliser toutes les parties prenantes sur les droits, les besoins et les enjeux principaux de la communauté francophone ainsi que de persévérer à poursuivre l'épanouissement de la commu-

nauté par plusieurs moyens. De plus, Mme Gervais a aussi offert une programmation qui répond aux besoins et aux demandes de notre communauté.

Parmi tous les projets accomplis depuis 2010, on peut mentionner les outils qui ont été développés, soit :

- Les cinq études et publications.
- L'étude sur les communautés officiellement bilingues : Biel/Berne en Suisse et Moncton au Nouveau-Brunswick.
- L'étude sur les silos du Moulin à fleur.
- La publication «Les Francophones de Sudbury : une brève histoire».
- La publication «Progrès, résistances et opportunités : le bilinguisme municipal du Grand Sudbury de 1973 à 2023».
- Deux sites Web : Quifaitquoisudbury.ca qui rassemble en un seul site Web un calendrier communautaire, le répertoire des services en français, des ressources communautaires, un guichet d'emploi pour des postes francophones sur notre territoire et autres, ainsi que Mabouliquefranco.ca pour la vente, entre autres, d'une gamme de produits promotionnels du drapeau franco-ontarien.
- La Trousse pour les nouveaux arrivants.

Mme Gervais est particulièrement fière du fait qu'elle a réussi à éliminer un déficit d'environ 45000 \$ en une seule année après le début de son mandat en 2010. Elle a ajouté qu'aucun déficit n'a été accumulé durant toutes les années de son mandat.

Mme Gervais a partagé ses coups de cœur depuis son arrivée en poste :

- Les bonnes relations de travail avec ses pairs.
- L'affichage bilingue chez Target à Sudbury.
- Les excuses du gouvernement provincial pour les torts faits à la communauté franco-ontarienne par le Règlement 17.
- Les matchs bilingues des Wolves de Sudbury.
- La révision de la politique des services en français de la ville du Grand Sudbury.
- La réouverture de l'Université de Sudbury en tant qu'institution par, pour et avec.

Mme Gervais a également tenu à remercier une foule de personnes avec qui elle a collaboré de près ou de loin. Et comme mot de la fin, Mme Gervais a ajouté : «Je peux vous dire que je suis très reconnaissante d'avoir été entourée, appuyée et encouragée par un si grand nombre de personnes absolument exceptionnelles».



Joanne Gervais a donné une brillante conférence intitulée «L'ACFO... du 100^e à maintenant.» Photo : Léo Duquette



CHRONIQUE

Connais-tu les langues autochtones et leur poésie?

CLÉMENCE TESSIER | AS DE L'INFO

Kuei! (Bonjour!) Savais-tu que le 31 mars, c'est la Journée nationale des langues autochtones? Il s'agit d'un moment qu'on prend chaque année pour honorer et faire connaître les langues des premiers peuples du Canada.

Pour l'occasion, j'ai parlé avec Andrée Levesque Sioui. C'est une artiste qui fait partie de la nation huronne-wendat. Elle m'a parlé de son amour pour les langues autochtones. À mon tour de te le transmettre!



Andrée Levesque Sioui.
Photo : Nicolas Ottawa

L'importance de préserver les langues autochtones

Au Canada, plus de 70 langues autochtones sont encore parlées par les Premières Nations, les Métis et les Inuit. Mais selon l'UNESCO, elles risquent de disparaître si elles ne sont pas protégées.

«Contrairement à beaucoup d'autres langues dans le monde, les langues autochtones n'ont presque pas changé avec le temps, car elles n'ont pas été mélangées avec d'autres langues. Elles sont restées proches de ce qu'elles étaient à l'origine», me raconte Andrée.

Pour elle, parler sa langue, c'est garder vivant tout un monde : ses traditions, sa culture et la façon dont son peuple voit la nature et la vie.

«Nos langues autochtones reflètent notre façon de voir le monde. En langue wendat, par exemple, tous les mots sont au féminin! Pourquoi? Parce qu'autrefois, les femmes étaient au cœur de la société et prenaient les grandes décisions», ajoute-t-elle.

Des langues poétiques

Les langues autochtones racontent aussi des histoires à travers leurs mots. Par exemple, en wendat, «tihchion» signifie «étoile» et «tihchiont» signifie «fraise». Si tu remarques bien, ces mots n'ont qu'une lettre de différence. Ils sont similaires parce qu'ils partagent une histoire : la fraise est considérée comme un fruit venu du ciel, et ses grains, comme des étoiles, sont à l'extérieur du fruit.

Le mot baleine, lui, se dit «tsonn-howänenh», ce qui se traduit par «qui a une longue vie».

Le mot «ora'wan', qui signifie tourne-sol, est un des mots préférés d'Andrée. Il a aussi une signification importante dans la culture wendate. L'huile de tournesol y est utilisée dans un rituel. Afin de rendre hommage à un être important, on lui huilait les cheveux lors des cérémonies sa-

crées. C'est un geste de gratitude et de connexion avec l'autre.

Comment faire pour garder les langues autochtones vivantes?

De plus en plus, des écoles et des organismes autochtones enseignent la langue de leur nation aux enfants. C'est la base de la survie de leurs langues. Selon Andrée, les allochtones devraient aussi s'y intéresser. «Apprenez des mots dans la langue de la nation qui se trouve près de chez vous, intéressez-vous à leur culture, à leurs traditions», propose-t-elle.

Il y a par exemple plusieurs festivals et pow-wow qui offrent l'occasion de rencontrer des membres des communautés autochtones, d'apprendre de leurs coutumes et de célébrer ensemble leur histoire et leurs valeurs.

Extrait du poème Le Festin des Vivants, d'Andrée Levesque Sioui

«Onywavenda'
Les langues autochtones ne sont pas à prendre
Elles sont à apprendre
Pensons à elles
Comme à des êtres vivants
Qu'on veut fréquenter un peu, beaucoup, souvent
Savoir ce qu'elles voient
Ce qu'elles ont à dire»

Toi, connais-tu des mots autochtones?
Aimerais-tu qu'on t'en apprenne à l'école?

journal

LE VOYAGEUR

Ce journal est conforme à l'orthographe rectifiée.

Les opinions exprimés dans le Courrier des Lecteurs n'engagent que l'auteur de la lettre.

336, rue Pine, bureau 302
Sudbury (Ontario)
P3C 1X8

Téléphone : 705-673-3377
Sans frais : 1-866-926-3997
Courriel : levoyageur@levoyageur.ca

Mission

Le Voyageur est le reflet de la francophonie nord-ontarienne contemporaine, diversifiée et en constante évolution. Il partage ses luttes et ses espoirs dans les voix qui s'y expriment et par son accessibilité.

On appelait «voyageurs» les gens qui faisaient le trafic des fourrures entre Montréal et Fort William, aujourd'hui Thunder Bay. Pour se rendre à Fort William, les voyageurs devaient passer par la rivière des Français et les lacs Huron et Supérieur. Certains se rendaient aussi au poste Brunswick House, au sud de Kapuskasing, ou empruntaient la rivière Missinaibi pour se rendre jusqu'à la baie James. Ces voyageurs transportaient vivres et fourrures, mais acheminaient aussi des messages et les nouvelles qu'ils glanaient le long de leur parcours. Le journal Le Voyageur est fier de perpétuer cette tradition.

HEURES D'OUVERTURE

9 h à 16 h du lundi au vendredi

- Les lettres à la rédaction seront publiées si l'auteur est identifié.
- L'heure de tombée pour les annonces est le jeudi à 14 h.
- Nos annonceurs ont jusqu'au lundi à midi pour corriger une publicité.
- La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.
- Toute personne qui envoie une lettre ou une photo pour être publiée dans le journal assigne implicitement et sans appel ses droits d'auteur aux Publications Voyageur Inc.

réseau presse

médias professionnels de l'info locale

FIER MEMBRE

Association de la presse francophone

Canadian Community Newspaper Association

Canada

Ontario

Le Voyageur reconnaît l'appui du Fonds d'appui stratégique aux médias communautaires offert conjointement par le Consortium des médias communautaires de langues officielles et le Gouvernement du Canada pour le projet de consultation de son lectorat.

Propriétaire

Paul Lefebvre

Équipe de direction

Mylène Lefebvre, poste 6206
direction@levoyageur.ca
marketing@levoyageur.ca
Mehdi Mehenni, poste 6209
redaction@levoyageur.ca

Directrice administrative

Mylène Lefebvre

Coordnatrice administrative

Chloé Brideau

Marketing

Mylène Lefebvre

Directeur de l'information

Mehdi Mehenni

Journaliste

Mehdi Mehenni

Pigistes

- Marc Dumont
- Lise Dugas
- Guilaine Tchadieu
- Donald Dennie

- Venant Nshimyumurwa
- Nicholas Ntaganda

Correspondants.es

Initiative de journalisme local Francopresse

Éditorialistes

Donald Dennie

Mehdi Mehenni

Maquettiste, graphiste

- Andoni Aldasoro Rojas

Caricaturistes

- Bado
- Jacques-André Blouin

Le Voyageur, propriété de Publications Voyageur inc. Imprimé par Journal Printing, 309, rue Douglas, Sudbury.

Distribution : 2 829 + 16 500 copies électroniques • Les idées exprimées dans Le Voyageur ne sont pas nécessairement celles de la direction.

Le Voyageur est un hebdomadaire. Courrier 2^e classe, Envoi de Poste-publications – Numéro de convention 40012374

MEMBRE : Association de la presse francophone

• Canadian Community Newspaper Association. Le but de notre journal est de promouvoir la langue française.

• Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada.

• Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement de l'Ontario

Abonnements (inclus le journal et les cahiers spéciaux)

1 an = 60 \$ - 2 ans = 100 \$ - 3 ans = 135 \$ • Aînés et étudiants : 1 an = 50 \$ - 2 ans = 80 \$ - 3 ans = 105 \$ • À l'étranger : 1 an = 125 \$

• Multiple : 5-20 abonnements = 40 \$ par année - 21-500 = 30 \$ par année • Institutionnel : Plus de 500 abonnements = 20 \$ chacun par année

POUR SAVOIR CE QUI SE PASSE EN FRANÇAIS
DANS LE NORD DE L'ONTARIO

Abonnez-vous | 705-673-3377

Faites paraître votre publicité dans nos pages!
ventes@levoyageur.ca.

LE VOYAGEUR

CANADA

Éducation artistique en français : «Le plus grand défi, ce n'est pas l'anglais, c'est le silence»

LÊ HAI
HUONG VU Franco
presse

Réunis le 13 mars à Ottawa lors d'une table ronde, des intervenants ont mis en lumière le rôle crucial des arts pour donner une voix aux francophones et nourrir leur sentiment d'appartenance dans les communautés en contexte minoritaire.

Organisée par la Fédération culturelle canadienne-française (FCCF) dans le cadre du Sommet pancanadien sur l'éducation artistique, la table ronde «La francophonie plurielle comme lieu d'appartenance culturelle» a fait salle comble à l'auditorium du Musée des beaux-arts d'Ottawa, le 13 mars dernier.

L'objectif de cette rencontre était de rassembler les réflexions sur l'apport des arts au sentiment d'appartenance. Ce dialogue, aux yeux de l'animatrice Noémie Dansereau-Lavoie, doit permettre d'explorer comment les arts peuvent renforcer l'identité culturelle dans les communautés francophones en situation minoritaire.

L'art comme vecteur d'identité

Selon le président de Franco-Jeunes de Terre-Neuve et du Labrador, Tristan Claveau, n'importe quelle personne peut devenir un passeur culturel en s'impliquant dans sa communauté et en partageant sa vision de la francophonie.

Pour l'artiste et entrepreneure fransaskoise Alexis Normand, un passeur culturel agit comme un pont entre une œuvre artistique et une communauté. Ce rôle consiste à donner du sens à une œuvre pour les personnes qui la découvrent.

Le slameur et poète Yannick Mbuluku, alias Kimya, raconte que sa rencontre avec l'animateur et membre du groupe Improptéine, Martin Laporte, lors d'un camp de leadership a profondément influencé sa trajectoire.

«Si Martin Laporte n'avait pas été là, peut-être que je ne serais pas ici aujourd'hui. [...] Le rôle de passeur culturel, c'est quelqu'un qui fait le pont entre une œuvre et communauté, ou son expérience et une autre personne.»

Le représentant de la jeunesse du Manitoba pour l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF), Raphael Raharijaona, a également affirmé que l'art et la culture jouent un rôle fondamental dans la construction d'une fraternité entre les communautés francophones du pays. Son propre sentiment d'appartenance ne s'est pas construit principalement à travers les matières scolaires traditionnelles, mais plutôt par le biais d'expériences artistiques.

«L'art, c'est comme un véhicule pour l'affirmation d'identité, et le fait de pouvoir partager son histoire ou d'être une personne culturelle nous permettent de nous comprendre les uns les autres», a constaté Alexis Normand. Selon elle, les œuvres artistiques permettent également de créer des liens d'empathie entre les individus.

Des expériences concrètes pour les jeunes

La coach de vie, enseignante et artiste Alison Palmer a pour sa part évoqué le Festival théâtre jeunesse du Manitoba, qui rassemble environ 800 jeunes chaque année. D'après elle, ces activités permettent aux participants de vivre des expériences en français en dehors du cadre de la classe.

La conférencière a ajouté que les souvenirs créés lors de ces événements contribuent à forger des amitiés durables entre les jeunes francophones.

Alexis Normand a ensuite raconté une anecdote sur un élève qui avait assisté à l'un de ses spectacles et qui était resté seul vers la fin : «Il tremblait, puis il m'a dit : "Moi, ma famille, on est d'origine rwandaise. Et aujourd'hui, enfin, j'ai compris que je peux être franco-manitobain."» Selon la l'artiste, cette expérience illustre bien la nature plurielle de la francophonie actuelle.

La représentante de la jeunesse de l'Ontario, Éliane Hamed, a également mentionné l'importance des nouveaux médias dans l'expression des jeunes. D'après elle, les balados et les projets numériques offrent aux élèves de nouvelles façons de partager leurs idées.

Le financement des arts en question

«Quand ça vient aux questions budgétaires, l'art et la culture francophone sont les premières choses à être coupées», a affirmé Yannick Mbuluku. Selon lui, ces domaines sont pourtant essentiels pour motiver les jeunes à rester engagés dans leur parcours scolaire.

Raphael Raharijaona ajoute que l'accès à la culture constitue également un enjeu de rétention scolaire. D'après lui, ce problème demeure particulièrement visible dans les régions rurales et isolées.

«Nous reconnaissons que des cours d'arts figurent déjà dans les curriculums à travers le pays. Toutefois, leur accessibilité et leur qualité varient considérablement d'une région à l'autre et un écart important persiste entre ce qui est prévu sur les curriculums et ce qui se passe réellement dans les écoles», a observé la présidente de la FCCF, Nancy Juneau, par écrit à Francopresse après la table ronde.

Tristan Claveau a comparé la situation des activités artistiques à celle des sports : «C'est super simple qu'une compagnie voie une équipe de sportifs et donne de l'argent. Quand c'est des activités artistiques, culturelles, il faut creuser beaucoup plus pour trouver de l'argent [...] surtout [pour] des instruments.»

Présente à l'événement, l'administratrice au sein de l'Alliance culturelle de l'Ontario, Anik Bouvrette, a appelé à un dialogue plus honnête entre les gouvernements et les artistes. Les jeunes devraient se trouver, selon elle, au cœur des décisions en matière de politiques culturelles et éducatives. «Les jeunes au centre. Nous, les adultes, quand on prend les décisions, [il faut] qu'on se mette dans la peau des jeunes.»

Les arts comme un mégaphone pour les francophones

«Pour moi, l'obstacle le plus grand ou le défi le plus grand, ce n'est pas l'anglais, c'est le silence», a exprimé Alexis Normand. Elle est d'avis que les arts permettent précisément de briser ce silence et d'encourager l'expression.

Éliane Hamed a ajouté que la pratique des arts lui a permis de développer une plus grande confiance en elle. Elle a expliqué que l'expérience de participer à cette table ronde lui avait donné le sentiment d'être réellement écoutée.

Votre voix du Nord de l'Ontario à Ottawa !

MON BUREAU EST À VOTRE SERVICE !



 **JIM BÉLANGER**

**DÉPUTÉ | SUDBURY-EST—
MANITOULIN—NICKEL BELT**

3049, autoroute 69 Nord | jim.belanger@parl.gc.ca
Val Caron, Ontario P3N 1R8 | (705) 897-0488

CANADA

La position du Nord de l'Ontario renforcée

Immigration francophone : L'UdeH mènera un projet national pour accompagner les étudiants internationaux

DONALD DENNIE | UL LE VOYAGEUR

Le gouvernement fédéral investit plus de deux millions de dollars additionnels dans les programmes destinés à l'immigration francophone dans les provinces hors Québec. C'est ce qu'a annoncé la ministre de l'Immigration, des réfugiés et de la citoyenneté, Lena Metlege Diab, vendredi dernier, au Collège Boréal de Sudbury, à l'occasion de la Journée internationale de la francophonie.

La moitié de cette somme, soit 1 082 272 \$ sera versée à l'Université de Hearst pour la réalisation d'un projet qui vise à accompagner les étudiantes, étudiants et diplômés internationaux de l'université qui souhaitent s'établir au Canada. Il propose un programme volontaire intégré au parcours universitaire, structuré autour d'un ensemble d'activités pour rendre accessible de l'information claire et adaptée sur les voies d'immigration francophone et les étapes menant à la résidence permanente. Le programme combine des activités d'information, un appui pratique pour la transition vers le marché du travail, un accompagnement personnalisé selon les objectifs de chaque personne, ainsi que des occasions d'intégration comme des stages, du mentorat et du bénévolat. Ce projet veut contribuer à renforcer la rétention des talents francophones dans le Nord ontarien.

Une campagne internationale

Un deuxième projet, d'une valeur de près de 300 000 \$ versés à la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) a pour objectif de mener une campagne internationale visant à informer les personnes d'expression française des possibilités d'immigration et d'établissement en français au Canada hors Québec. Le projet met en valeur la vitalité des communautés francophones et acadienne et fournit une information fiable pour contrer la désinformation. La campagne combine des webinaires, une présence numérique renouvelée et des contenus vidéo accessibles, incluant des capsules explicatives et des miniséries immersives présentant le quotidien de personnes immigrantes. Fondée sur une approche inclusive « par, pour et avec » les communautés concernées, l'initiative mise sur des témoignages authentiques pour aider les futurs immigrants à se projeter dans une vie en français au Canada, promouvoir le bilinguisme et comprendre de manière transparente les défis et les possibilités liés à l'immigration.

Le ministère investit 159 562 \$ dans un projet mené par le



La ministre Lena Metlege Diab a rappelé le rôle du Nord de l'Ontario dans l'histoire de la francophonie ontarienne. Photo : Réseau du Nord

Conseil des technologies de l'information et des communications (CTIC) qui vise à repérer, à l'échelle internationale, des bassins de talents bilingues en technologies de l'information et des communications (TIC) et à proposer des stratégies pour attirer ces travailleurs au Canada. Cette initiative contribue à répondre aux besoins croissants en main-d'œuvre bilingue dans le secteur des TIC et à soutenir la dualité linguistique du pays. En collaboration avec le ministère, des partenaires de l'industrie et des intervenants francophones, le CTIC analyse les tendances mondiales, évalue les besoins du marché canadien et recommande des approches de recrutement efficaces. Les travaux portent notamment sur l'identification de régions où se trouvent d'importants bassins de talents bilingues et sur l'analyse des professions TIC qui nécessiteront le plus ces compétences au cours des prochaines années.

Un microcertificat en gestion de l'immigration francophone

La ministre Diab a également souligné le soutien supplémentaire accordée à l'Université de l'Ontario français, qui recevra jusqu'à 575 000 dollars sur trois ans dans le cadre du Programme d'établissement afin de mettre en place un microcertificat en gestion de l'immigration francophone destiné à préparer la prochaine génération de professionnels travaillant dans le secteur de l'établissement francophone. Ce projet vise à renforcer

les capacités du secteur de l'établissement et à soutenir la vitalité des communautés francophones et acadienne partout au Canada.

«Je suis fière d'annoncer ces investissements pour soutenir l'immigration francophone en cette journée symbolique soulignant la francophonie», a déclaré Mme Diab.

«Grâce à ces initiatives, nous réaffirmons notre engagement à soutenir les communautés francophones en situation minoritaire dans leurs efforts pour attirer et intégrer des talents de calibre mondial. Le marché mondial étant concurrentiel et en évolution, les immigrants et immigrantes francophones jouent un rôle déterminant dans la croissance économique du Canada.»

La ministre a également profité de l'occasion pour rappeler que «le Nord de l'Ontario a joué un rôle particulièrement important dans l'histoire de la francophonie ontarienne».

«Depuis des générations, les francophones ont beaucoup contribué au développement du Grand Sudbury, de son économie et de ses institutions. Ici la langue française est présente depuis des générations. On la retrouve dans les écoles, les commerces, dans les institutions, les entreprises et dans les organismes communautaires. Et surtout elle continue de rayonner», a-t-elle souligné.

Mieux préparer et enraciner les étudiants internationaux

Sophie Dallaire, rectrice de l'Uni-

versité de Hearst a déclaré : «Depuis plus de dix ans, l'Université de Hearst accueille des étudiantes et étudiants internationaux qui contribuent à transformer la mosaïque de notre région. Au fil du temps, ils deviennent nos collègues, nos amis, nos voisins et parfois même des membres de nos familles. En soutenant leur accès à la résidence permanente, ce projet nous permettra de mieux les préparer à s'enraciner ici et à contribuer durablement à l'épanouissement de nos communautés».

Le directeur général de la FCFA, M. Alain Dupuis, a déclaré pour sa part que pour la Fédération des communautés francophones et acadienne, la réussite de l'immigration francophone repose sur deux piliers : l'accroissement du nombre de personnes nouvellement arrivées d'expression française qui s'établissent dans nos communautés, mais aussi la réussite globale de ces personnes qui choisissent nos communautés comme lieu de résidence. «Ce projet touche à ces deux objectifs, en ciblant des pays-sources francophones et en fournissant aux personnes candidates à l'immigration dans ces pays des renseignements et des témoignages sur la vie en français dans nos communautés, ainsi que sur les facteurs de réussite en matière d'établissement», a-t-il affirmé.

Quant à Anne Patterson, directrice de la recherche et des communications pour le CTIC :

«L'économie numérique canadienne contribue de manière considérable à la productivité et à la croissance nationale, stimulant l'innovation et la compétitivité dans l'ensemble des secteurs. À mesure qu'elle se développe, la demande de talents hautement qualifiés et bilingues ne cesse d'augmenter. Le CTIC est heureux d'avoir l'appui de collaborer avec le ministère dans le cadre de cette importante initiative afin de fournir les données nécessaires pour mieux harmoniser l'offre de talents et la demande du marché du travail, renforçant ainsi l'économie numérique canadienne tout en soutenant la croissance des communautés francophones dans l'ensemble du pays».

Invité par **Le Voyageur** à commenter cette annonce de nouveaux investissements, le directeur du Réseau de soutien à l'immigration francophone dans le Nord de l'Ontario, Thomas Mercier, a souligné que bien qu'il n'y ait pas de projets financés pour la région de Sudbury, il y en a au moins un pour le Nord de l'Ontario, soit celui de l'Université de Hearst. «Ce projet est important pour la rétention des étudiantes et étudiants étrangers avec des logements de qualité et l'élimination de barrières qui font en sorte d'améliorer leur rétention. Les deux autres projets sont des projets nationaux qui auront un impact sur l'écosystème. Mais c'est sûr qu'on aurait aimé un projet financé localement à Sudbury», a-t-il déclaré.

GRAND SUDBURY

Tempête historique : la Ville affirme avoir priorisé les services essentiels, des citoyens se disent frustrés, d'autres nuancent

DONALD DENNIE | U.L. LE VOYAGEUR

La tempête hivernale qualifiée d'historique qui a déversé quelque 50 centimètres de neige et de verglas sur la région du Grand Sudbury et d'innombrables communautés du Nord-Est de l'Ontario du 15 au 17 mars derniers a laissé des séquelles qui tardent à s'éteindre, soit des routes et des trottoirs à moitié dégagés, des entrées encore embourbées, des histoires de sauvetage et même d'héroïsme, mais surtout d'un hiver qui n'en finit pas.

Cette tempête historique a imposé aussi de sérieux défis aux dirigeants des municipalités enfouies sous cette masse de neige, tel le maire du Grand Sudbury, Paul Lefebvre. Elle a aussi suscité de nombreuses frustrations chez plusieurs citoyens et citoyennes incapables de se déplacer ou à moitié enfouis dans une bordée de neige.

Lors d'une conférence de presse tenue la semaine dernière, à la fin de la tempête, M. Lefebvre a dévoilé le niveau de planification que cet événement a nécessité pour une municipalité qui compte 3 600 kilomètres de routes, soit l'équivalent d'un voyage en voiture de Sudbury à Vancouver en Colombie-Britannique. Au cours des premières 24 heures de la tempête, l'objectif était très clair et évident, soit de pouvoir répondre aux urgences. Pour ce faire, des chasse-neiges ont été déployés pour accompagner les services tels la sûreté municipale, le service d'incendie et paramédical afin de dégager les routes en cas d'urgence. L'accès à l'hôpital Horizon Santé Nord s'est avéré une priorité.

«Il était nécessaire d'assurer que les personnes les plus vulnérables soient en mesure de recevoir l'aide et les soins nécessaires», a déclaré le maire. «Il fallait assurer que les travailleurs et travailleuses essentiels comme les infirmiers et les infirmières ainsi que les médecins puissent se rendre au travail. Ce fut là une décision délibérée et coordonnée. Par conséquent, les résidences de la municipalité ont dû endurer un manque de services. Mais cette décision était nécessaire pour assurer que des vies soient sauvegardées».

Priorité aux services essentiels

Une fois les services essentiels assurés, il est devenu possible et nécessaire de dégager le plus de routes possible. Ce ne fut que deux jours après le début de la tempête que l'attention s'est por-



Le point sur la situation, fait par le maire Lefebvre, le jeudi 19 mars. Photo : Capture d'écran.



Un message diffusé sur la page Facebook Downtown Sudbury par un résident de la rue Regent, le mardi 17 mars, cherchant une machine-pelleteuse à louer. Photo : Page Facebook Downtown Sudbury

tée sur les rues des résidences. Les chasse-neiges traditionnels n'ont pas été suffisants pour effectuer tout le travail nécessaire pour dégager les routes. La municipalité a dû faire appel à des entrepreneurs locaux munis de niveleuses et de chargeuses à cause de la pesanteur de la neige et du verglas.

Selon M. Lefebvre, ce fut une tâche très complexe empirée par le fait que de nombreuses voitures étaient demeurées prises dans la neige et ont dû être abandonnées au milieu des rues. Certaines ambulances sont aussi demeurées enlisées dans la neige ce qui a rendu nécessaire l'arrivée d'autres ambulances pour pouvoir transporter les malades à l'hôpital. En tout, les ambulanciers ont reçu plus de 300 appels pour des services d'urgence au cours de la tempête.

Le président et directeur-général de l'hôpital Horizon Santé Nord, M. David McNeil, a révélé que plusieurs membres du personnel et du corps médical ont dû se rendre au travail en raquettes, en skis, en motoneige, en parc automobile; une personne a dû marcher huit kilomètres pour pouvoir se rendre à l'hôpital. Le tout afin d'assurer les soins d'urgence ainsi qu'aux patients réguliers.

Frustrations sur les réseaux sociaux

Malgré tous ces efforts, certains ont exprimé leurs frustrations via Facebook. Ainsi une dénommée Colette a écrit : «Lors de ces événements extrêmes, les avertissements doivent être émis plus tôt, immédiatement. Une meilleure coordination des routes est nécessaire. Alors que ma rue a été nettoyée à deux reprises, plusieurs autres ne l'ont pas été. Des subdivisions entières n'ont pas encore été nettoyées. Il est temps que le travail de déneigement soit effectué de façon plus intelligente».

À noter que le maire Lefebvre a émis un avertissement de tempête sur sa page Facebook le dimanche 15 mars à 16h30 et que la Ville a émis des communiqués le lundi 16 mars à 7h et 8h30 du matin ainsi que le 17 mars à 21h30.

Quant à Monique Raymond Grenon, elle a écrit également sur Facebook : «Cette tempête nous a appris une leçon : plusieurs choses auraient dû être faites beaucoup mieux. Je comprends que des hommes et des femmes travaillent sur les routes pendant de longues heures et nous l'apprécions. Je pense qu'on aurait dû déclarer une urgence afin que les gens demeurent à la maison au lieu

de rester pris dans la neige en tentant de se rendre au travail. J'apprécie tout ce qui a été accompli, mais que cette tempête serve de leçon afin que, lors d'un événement semblable, tout le monde soit mieux préparé».

Des propos nuancés

Plusieurs citoyens, à l'exemple de Jacqueline Gauthier et Lynne Dupuis ont publié sur Facebook un message largement relayé dans la communauté, à l'occasion : «Aux premiers intervenants qui ont bravé les conditions dangereuses pour nous garder en sécurité, merci pour votre courage, votre constance et votre dévouement inébranlable.

Aux travailleurs de première ligne, des équipes de soins de santé au personnel essentiel qui ont continué à se présenter pour nous tous, votre engagement ne passe pas inaperçu. Vous êtes l'épine dorsale de la communauté. À nos opérateurs de transport en commun qui ont fait bouger les travailleurs essentiels malgré la tempête, merci pour avoir amené les gens là où ils avaient besoin d'aller et pour le faire avec prudence.

Aux nombreux membres de la communauté qui ont pris des nouvelles de leurs voisins, ont dégagé les chemins, offert des manèges, partagé des ressources et ont fait preuve de gentillesse, et aux opérateurs de charrie, des équipes de la ville, aux équipes contractuelles et aux commerces locaux, qui ont travaillé 24 heures sur 24 pendant la tempête souvent dans des conditions difficiles et dangereuses, merci. Dans des moments comme ceux-ci, nous voyons à quel point nous sommes puissants quand nous sommes ensemble. Merci pour avoir fait preuve de résilience, de compassion et de solidarité quand c'était le plus important».

«L'ampleur de la tâche»

Dans la même veine, le même message partagé poursuit : «... beaucoup de gens ne comprennent pas l'ampleur de ce qui se passe dans le Grand Sudbury à ce moment. Nous ne sommes pas seulement en train de déneiger. Nous sommes en pleine crise logistique et technique massive. Le Grand Sudbury maintient plus de 3 700 kilomètres de voies de route. Pour mettre cela en perspective, si vous avez mis cela en une seule ligne, vous envisagez de labourer un chemin de Sudbury à Vancouver.

Quand vous obtenez une décharge de 2 pieds comme nous venons de le faire, déneiger ces 3 700 kms signifie que nous devons déplacer environ 2 millions de tonnes métriques de neige. C'est le même poids que 15 tours CN ou une ligne pare-chocs à pare-chocs de 5 000 semi-camions entièrement chargés s'étendant d'ici à la côte Est. Vous ne faites pas que pousser ça. Vous vous battez à chaque centimètre (...).

ONTARIO

Exploration minière : des postes d'emploi et des retombées économiques pour le Nord grâce à nouvel investissement de la Province

MEHDI MEHENNI | IUL LE VOYAGEUR

Le gouvernement de l'Ontario a annoncé, le 19 mars 2026 à Sudbury, par l'entremise du ministre de l'Énergie et des Mines, Stephen Lecce, un nouvel investissement visant à soutenir 68 projets d'exploration minière préliminaire dans le cadre du Programme ontarien d'aide aux petites sociétés d'exploration minière (POAPSEM).

Cette initiative, présentée le 19 mars 2026 à Sudbury par le ministère de l'Énergie et des Mines, s'inscrit dans une stratégie plus large visant à renforcer l'autonomie économique de la province, à stimuler la croissance dans le Nord et à développer des chaînes d'approvisionnement intégrées pour les minéraux critiques.

Selon le gouvernement de l'Ontario, cet investissement permettra de financer une partie des coûts liés à l'exploration et à la mise en valeur de nouveaux gisements. Il devrait également soutenir 71 emplois dans des collectivités du Nord et en milieu rural, tout en générant des retombées économiques estimées à 18 millions de dollars. «Le programme cible principalement les petites sociétés minières et les prospecteurs titulaires de permis, qui jouent un rôle central dans les premières étapes de découverte des ressources».

L'annonce intervient dans un contexte où l'Ontario a lancé des consultations pour moderniser sa Stratégie relative aux minéraux critiques. Cette démarche vise notamment «à réduire les formalités administratives, à accélérer les processus d'approbation et à augmenter les investissements consacrés à l'exploration initiale. L'objectif est de renforcer la position de la province dans un secteur jugé stratégique pour l'économie canadienne et mondiale.»

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Stephen Lecce, a déclaré : «Pour renforcer l'autonomie du Canada, l'Ontario investit massivement dans l'exploration préliminaire afin d'alimenter un solide bassin de nouvelles mines et de nouveaux emplois.» Il a ajouté que la modernisation du régime de permis et l'augmentation des investissements permettent à la province

de se positionner comme «chef de file national en matière d'investissements en exploration préliminaire» et comme «la province la plus attrayante au Canada pour l'investissement minier».

L'exploration minière préliminaire est décrite comme une étape à haut risque, où seulement un projet sur mille devient une mine exploitée. «Les coûts élevés, les délais importants et les contraintes géographiques rendent difficile l'accès au financement privé pour les petites entreprises du secteur. Le POAPSEM vise précisément à atténuer ces obstacles en partageant une partie des risques financiers».

Le programme prévoit un financement pouvant atteindre 50 % des coûts admissibles. «Avec les ajustements récents, les prospecteurs peuvent recevoir jusqu'à 65 000 dollars par projet, incluant un soutien à la participation des communautés autochtones. Les petites sociétés minières peuvent quant à elles obtenir jusqu'à 215 000 dollars par projet, également avec un volet de financement destiné à favoriser l'engagement autochtone», explique le gouvernement.

Depuis sa création en 2021, le POAPSEM a permis, selon le gouvernement, d'investir 30 millions de dollars dans des cycles précédents. «Ces fonds ont soutenu 213 entreprises et financé des projets d'exploration initiale, dont 165 portaient sur des minéraux critiques. Le gouvernement souligne que chaque dollar public investi a généré plus de deux dollars d'investissement privé, ce qui en fait, selon lui, un levier efficace pour attirer des capitaux.»

Parallèlement à ce programme, la province a annoncé la mise en place d'un Fonds pour le traitement des minéraux critiques doté de 500 millions de dollars. «Ce fonds vise

à renforcer la capacité de transformation des ressources extraites en Ontario, afin que celles-ci soient également traitées localement. L'objectif est de créer une chaîne d'approvisionnement complète, de l'extraction à la transformation, en passant par la fabrication.»

Les minéraux visés incluent notamment le lithium, le nickel, le cuivre et les terres rares, qui sont essentiels à plusieurs secteurs industriels. Ils sont utilisés dans la fabrication de batteries, dans les technologies de défense et dans divers processus industriels. La demande mondiale pour ces ressources est en croissance, ce qui renforce l'intérêt stratégique de leur exploitation, poursuit le gouvernement.

Le gouvernement met également en avant le cadre «Un projet, un processus» (1P1P), qui vise à simplifier les démarches réglementaires en unifiant les processus entre différents ministères. Selon lui, cette approche permettrait de «réduire d'environ 50 % les délais d'approbation des permis provinciaux pour certains projets d'exploration avancée et de mise en valeur.»

Le ministre du Développement et de la croissance économique du Nord, George Pirie, a souligné l'importance de l'exploration initiale dans le développement du secteur : «Le Nord de l'Ontario figure parmi les régions au potentiel minéral les plus riches au monde, et tout débute par l'exploration initiale.» Il a ajouté que le soutien aux prospecteurs et aux sociétés minières juniors vise à créer les conditions nécessaires pour transformer les découvertes en investissements et en emplois.

Plusieurs représentants du secteur ont également réagi à l'annonce. Steve Virtue, président-directeur général de l'Ontario Prospectors Association, a déclaré : «L'indépendance minière de l'Ontario est au cœur de notre souveraineté économique, et des programmes comme le POAPSEM jouent un rôle essentiel pour la préserver.» Il estime que

le soutien à l'exploration initiale contribue à maintenir la compétitivité de la filière minière.

Le maire du Grand Sudbury, Paul Lefebvre, a mis en avant le rôle de sa région comme centre d'expertise minière : «Le Grand Sudbury est fier d'être un pôle mondial d'expertise minière, fort d'un écosystème minier et d'un secteur de services et de fournitures incomparable au monde.» Il considère que le programme permet aux petites entreprises de faire progresser les découvertes et de renforcer la position du Nord de l'Ontario à l'échelle internationale.

Priya Tandon, présidente de l'Ontario Mining Association, a pour sa part insisté sur l'importance de l'exploration pour l'avenir du secteur : «L'exploration est le point de départ des mines de demain.» Elle a salué la décision du gouvernement de maintenir son soutien aux petites entreprises, qui sont à l'origine de nombreuses découvertes.

Dans le Nord-Ouest de la province, Rick Dumas, président de la Northwestern Ontario Municipal Association, a souligné l'impact local de ces investissements : «Cet investissement dans l'exploration précoce est déterminant pour le Nord de l'Ontario, particulièrement pour les localités du Nord-Ouest où le secteur minier est au cœur des économies locales.» Il a ajouté que ces programmes soutiennent les emplois et les entreprises locales, tout en favorisant le développement économique.

Des entreprises bénéficiaires ont également témoigné de l'impact du programme. Marc Sale, chef de la direction de First Class Metals PLC, a affirmé que le soutien reçu «a réellement transformé notre capacité à mener des activités d'exploration sur nos propriétés en Ontario». Il considère le POAPSEM comme un investissement dans l'avenir du secteur minier provincial.

Grant Murre, chef de la direction de SPC Nickel Corp., a indiqué

que le programme constitue «un soutien déterminant, essentiel pour garder l'exploration initiale active et porteuse de nouvelles découvertes». Il a également évoqué un contexte mondial marqué par l'incertitude et une demande croissante pour des minéraux provenant de sources fiables.

D'autres entreprises ont mentionné des résultats concrets liés au programme. Michael Farrant, président de New Break Resources, a déclaré qu'une subvention obtenue a joué «un rôle clé» dans la découverte aurifère réalisée sur le projet Moray. Il a ajouté que les travaux d'exploration menés au cours des dernières années ont été «considérablement renforcés» grâce au soutien du programme.

Michael Michaud, président de RPX Gold, a expliqué que le financement a permis de couvrir des activités essentielles telles que le forage et la modélisation géologique, contribuant à une évaluation économique préliminaire de son projet aurifère près de Wawa. Selon lui, cela a permis de démontrer la viabilité économique potentielle du site.

Dans le domaine de la recherche, Nadia Myktyczuk, présidente et chef de la direction de MIRARCO, a souligné l'importance des données scientifiques dans l'exploration : «Tout gisement rentable prend racine dans une connaissance fine et approfondie du terrain sous nos pieds.» Elle considère l'investissement provincial comme une étape importante pour sécuriser la chaîne d'approvisionnement en minéraux critiques.

Selon les données fournies dans le communiqué, environ 200 entreprises mènent actuellement plus de 300 projets d'exploration en Ontario, principalement dans le Nord. En 2024, la province a attiré près de 1,1 milliard de dollars en dépenses liées à l'exploration minière et à l'évaluation de gisements, ce qui confirme sa position de chef de file au Canada.

ONTARIO

Plus de 5,2 millions de dollars pour soutenir des stages dans le Nord de l'Ontario

MEHDI MEHENNI | IUL LE VOYAGEUR

Le gouvernement de l'Ontario annonce avoir investi plus de 5,2 millions de dollars depuis juin 2025 afin de soutenir 162 postes de stagiaires dans le Nord de la province. Ce financement est accordé par l'entremise de la Société du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (SGFPNO) et vise à faciliter l'intégration des chercheurs d'emploi au marché du travail.

Selon le communiqué publié le 19 mars 2026, ces investissements s'inscrivent dans une stratégie plus large de développement de la main-d'œuvre, notamment pour les personnes en début de carrière, en reconversion professionnelle ou en situation de sous-emploi. «Les stages soutenus permettent d'ac-

quérir une expérience pratique dans divers secteurs jugés prioritaires, comme les métiers spécialisés, la fabrication et l'exploitation des ressources.»

Le ministre du Développement et de la croissance économique du Nord, George Pirie, souligne dans le communiqué que «les investis-

sements dans notre main-d'œuvre sont des investissements dans l'avenir de l'Ontario». Il ajoute que ces initiatives visent à offrir aux participants des occasions d'acquérir des compétences professionnelles et une expérience concrète en milieu de travail.

Plusieurs projets précis sont mentionnés dans l'annonce. La Mining Innovation, Rehabilitation and Applied Research Corporation a reçu un financement de 35 000 \$ pour embaucher un biotechnologiste qui participera à des travaux liés au traitement durable du minerai, notamment en bioprospection et en bioréhabilitation. Dans le secteur agricole, Sleepy G Farm a obtenu un soutien de 25 116 \$ pour recruter un spécialiste chargé de développer et de superviser un plan de salubrité

des aliments, tandis que Willgrove Farms Inc. a bénéficié d'un financement de 18 837 \$ pour un poste lié aux activités quotidiennes d'une ferme laitière.

Ces stages sont financés dans le cadre du Programme de développement de la main-d'œuvre et du Programme de développement de la main-d'œuvre autochtone de la SGFPNO. Le gouvernement indique que ces programmes visent à combler les pénuries de main-d'œuvre en favorisant l'acquisition de compétences adaptées aux besoins des employeurs dans le Nord de l'Ontario.

Le ministre du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences, David Piccini, affirme que ces stages «offrent aux jeunes et aux chercheurs d'emploi la possibilité d'ac-

quérir des compétences pratiques» et de «faire leurs premiers pas dans le monde du travail». Il précise que leur expansion dans la région vise à soutenir les collectivités locales.

L'annonce s'inscrit également dans un contexte économique marqué par des incertitudes liées aux échanges commerciaux, notamment en raison des tarifs douaniers imposés par le président américain Donald Trump. Le gouvernement ontarien indique vouloir, par l'intermédiaire de la SGFPNO, soutenir les industries du Nord et atténuer les effets des tarifs douaniers américains et des perturbations commerciales. Un investissement supplémentaire de 30 millions de dollars sur trois ans a été annoncé, ce qui porte le budget annuel de l'organisme à 110 millions de dollars.

CHRONIQUE



Kim Morris, s'exprimant au Forum Régional de la FARFO pour Aîné-e-s du Sud-Ouest.

Mars : un mois pour célébrer notre francophonie en Ontario

Chaque mois de mars, la francophonie est à l'honneur un peu partout dans le monde, mais elle prend une couleur bien particulière ici, en Ontario. Dans nos villes comme dans nos villages, ce sont souvent les personnes aînées qui ont porté la langue française à bout de bras pendant des décennies, dans les écoles, les paroisses, les organismes communautaires et les familles. Cet héritage mérite d'être souligné, raconté et transmis.

KIM MORRIS
DIRECTRICE GÉNÉRALE
DE LA FARFO PROVINCIALE

Pour plusieurs d'entre nous, la francophonie ontarienne est d'abord une histoire de résistances quotidiennes. On pense aux batailles pour obtenir des

écoles de langue française, pour garder ouvertes des institutions, ou simplement pour être servi en français dans les services publics. Derrière ces victoires, il y a des visages : ceux et celles qui ont écrit des lettres, assisté à des réunions tard le soir, organisé des campagnes de sensibilisa-

tion ou accepté des responsabilités de bénévolat année après année. Sans ce travail patient, la réalité d'aujourd'hui serait bien différente.

Mars est aussi un moment propice à regarder l'évolution de notre communauté. La francophonie ontarienne n'est plus seulement celle des familles installées ici depuis plusieurs générations. Elle se nourrit maintenant de la diversité des personnes venues d'Afrique, des Caraïbes, d'Europe, du Moyen-Orient ou d'autres provinces du pays. Dans les mêmes

salles communautaires se rencontrent des accents variés, des expressions différentes, des habitudes nouvelles à apprivoiser. Pour les aînés, cette diversité peut être une source de curiosité, parfois de dépaysement, mais surtout une richesse à partager.

Dans ce contexte, le rôle des personnes aînées demeure essentiel. Elles peuvent raconter ce qu'était l'Ontario français d'hier, les longues distances parcourues pour se rendre à l'école, les rares livres en français disponibles à la bibliothèque, les dé-

buts de certaines associations. Elles peuvent aussi témoigner de la fierté ressentie en voyant leurs enfants et petits-enfants accéder à plus de services, d'espaces et de possibilités en français. Ces récits donnent du sens aux efforts actuels et inspirent les plus jeunes à poursuivre l'engagement.

Ce mois de la Francophonie peut être l'occasion, pour chacune et chacun, de poser un petit geste concret. Il peut s'agir de participer à une activité culturelle en français, de s'inscrire à un club de lecture ou de conversation, ou encore de proposer un atelier de partage de souvenirs dans un centre communautaire. On peut aussi simplement prendre le temps de téléphoner à une personne isolée pour échanger en français, ou d'écrire quelques lignes sur un souvenir marquant lié à la langue : un premier livre, une chanson, une pièce de théâtre, une manifestation.

À l'ère du numérique, la francophonie se vit aussi en ligne. Par l'entremise du Connect Vivre +, la FARFO vous offre des opportunités de conversation, ainsi que des ateliers et des conférences sur divers sujets. Grâce à la technologie, vous pouvez participer à ces activités peu importe où vous êtes!

En mars, célébrer la francophonie, ce n'est pas seulement regarder en arrière avec nostalgie. C'est reconnaître que la langue française continue de vivre, de se transformer et de rassembler des générations entières. En partageant nos histoires, en accueillant la diversité et en restant présents dans nos organismes, nous contribuons tous à faire rayonner notre francophonie ontarienne. Que ce mois soit pour vous un temps de fierté, de rencontres et de nouvelles découvertes en français.



**Les personnes aînées francophones
de l'Ontario ont bâti
«NOTRE PLACE»
«AUJOURD'HUI POUR DEMAIN»**

FARFO

**Fédération des aînés et des retraités
francophones de l'Ontario**

La FARFO défend les droits des
personnes francophones 50 ans et plus
et fait la promotion de leurs intérêts

www.farfo.ca

Sudoku

4								
3				1		9	2	
				3				
		9			8			1
	3		4				7	
	4							
	5	7			6	1		8
	6		8					5
			7		5			4

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : vous ne devez jamais répéter les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.

RÉPONSE DU JEU N° 967

4	2	6	9	8	7	5	1	3
3	8	5	6	1	4	9	2	7
7	9	1	5	3	2	4	8	6
5	7	9	2	6	8	3	4	1
1	3	8	4	5	9	6	7	2
6	4	2	1	7	3	8	5	9
2	5	7	3	4	6	1	9	8
9	6	4	8	2	1	7	3	5
8	1	3	7	9	5	2	6	4



Œil de lynx

Trouve les deux oiseaux identiques.

RÉPONSE: 5 13 11

POUR SAVOIR CE QUI SE PASSE EN FRANÇAIS
DANS LE NORD DE L'ONTARIO

Abonnez-vous | 705-673-3377

Faites paraître votre publicité dans nos pages!
ventes@levoyageur.ca.

LE VOYAGEUR

Mot caché

Thème :
BUDGET FAMILIAL
8 lettres

A

ABONNEMENT

D

DENTISTE

F

FORMATION

M

MEUBLE

REVENUS

VÊTEMENTS

ALLOCATION

DÉPENSES

G

GARDERIE

P

PAIE

S

SALAIRE

ASSURANCES

DETTES

H

HYPOTHÈQUE

R

RÉNOVATIONS

B

BANQUE

DON

I

IMPÔTS

T

TAXES

BILAN

ÉDUCATION

IMPRÉVUS

TRANSPORT

CADEAU

ÉLECTRICITÉ

INTERNET

V

VÉHICULE

CHAUFFAGE

EMPRUNT

LIVRE

RESTAURANT

CINÉMA

ENTRETIEN

LOTÉRIE

RETRAITE

COMPTE

ÉPARGNE

LOYER

COTISATION

ÉPICERIE

CRÉDIT

ESSENCE

H	S	R	D	E	T	T	E	S	T	E	L	E	V	I	S	I	O	N	T
E	Y	E	E	T	N	E	M	N	N	O	I	T	A	T	S	D	N	E	
F	S	P	C	T	R	E	N	O	V	A	T	I	O	N	S	E	E	P	E
E	O	T	O	N	R	T	N	E	M	E	C	A	L	P	N	M	I	G	A
G	N	R	N	T	A	A	C	I	N	E	M	A	C	T	E	C	A	L	N
T	A	O	M	E	H	R	I	S	A	P	E	R	I	N	E	F	L	O	E
E	E	R	H	A	M	E	U	T	A	X	E	S	N	R	F	O	I	B	T
E	P	N	D	P	T	E	Q	S	E	O	T	O	I	U	C	T	N	I	I
I	N	A	R	E	E	I	T	U	S	E	B	E	A	A	A	E	O	L	C
T	M	I	R	E	R	L	O	E	E	A	I	H	T	C	E	N	I	A	I
R	I	P	C	G	T	I	E	N	V	M	C	I	U	S	R	T	T	N	R
T	E	D	O	S	N	N	E	T	P	E	O	D	N	N	I	R	A	V	T
R	M	S	E	T	I	E	I	R	U	N	E	N	O	I	A	E	S	E	C
O	E	E	T	R	S	P	E	Q	O	R	T	E	D	O	L	T	I	H	E
P	U	I	N	A	C	V	N	E	S	E	E	N	S	S	A	I	T	I	L
S	B	A	E	M	U	A	E	P	G	O	T	V	U	S	S	E	O	C	E
N	L	P	R	S	B	R	D	R	R	A	R	P	E	R	E	N	C	U	N
A	E	R	E	Y	O	L	A	E	V	E	Y	T	M	N	P	N	I	L	A
R	L	O	T	E	R	I	E	N	A	I	T	O	I	O	U	M	C	E	L
T	S	E	S	N	E	P	E	D	T	U	L	E	V	E	C	S	E	E	P

SOLUTION DE CE MOT CACHÉ : ÉCONOMIE

HOROSCOPE

SEMAINE DU 22 AU 28 MARS 2026

SIGNES CHANCEUX DE LA SEMAINE : LION, VIERGE ET BALANCE

♈

BÉLIER (21 MARS - 20 AVRIL)
Votre franchise éclairera les non-dits, mais pourrait aussi susciter des tensions. Une confiance inattendue provoquera réflexion et doute. Sous l'effet de la nouvelle lune, une vérité se dévoilera, ouvrant la voie vers plus de clarté.

♉

TAUREAU (21 AVRIL - 20 MAI)
Même si vos finances ne sont pas au beau fixe, des solutions apparaîtront. Vous aurez l'occasion de reprendre un projet qui vous tient à cœur ou de redécorer votre domicile, retrouvant ainsi la motivation et l'espoir.

♊

GÉMEAUX (21 MAI - 21 JUIN)
Même si vos finances ne sont pas au beau fixe, des solutions apparaîtront. Vous aurez l'occasion de reprendre un projet qui vous tient à cœur ou de redécorer votre domicile, retrouvant ainsi la motivation et l'espoir.

♋

CANCER (22 JUIN - 23 JUILLET)
Vos facultés intuitives et créatives prendront de l'ampleur, vous offrant une vision plus spirituelle et un regard renouvelé sur les situations. Votre empathie s'intensifie, et une présence artistique ou inspirante pourrait émerger de vous-même.

♌

LION (24 JUILLET - 23 AOÛT)
Une inspiration inattendue pourrait jaillir d'un message sur vos réseaux sociaux, ouvrant de nouvelles perspectives. Un ami bienveillant jouera un rôle déterminant pour vous accompagner vers un grand accomplissement, renforçant votre confiance et votre quête de bonheur.

♍

VIERGE (24 AOÛT - 23 SEPTEMBRE)
Votre agenda risque de devenir étouffant si vous le surchargez. En espaçant vos rendez-vous, vous éviterez stress et imprévus. Gérez votre temps comme une ressource rare, avec discernement. Il vous apportera équilibre et sérénité.

♎

BALANCE (24 SEPTEMBRE - 23 OCTOBRE)
Un coup de tête pourrait vous pousser à transformer radicalement votre existence. Envisagez un retour aux études ou une réorientation professionnelle : cela vous rapprocherait de vos véritables aspirations et ouvrirait la voie à une évolution plus épanouissante.

♏

SCORPION (24 OCTOBRE - 22 NOVEMBRE)
Vos émotions pourraient l'emporter sur la logique, orientant vos décisions malgré vos efforts de rationalité. Accepter de suivre votre ressenti et oser sortir de votre zone de confort favorisera une évolution alignée sur votre véritable chemin.

♐

SAGITTAIRE (23 NOVEMBRE - 21 DÉCEMBRE)
Cette période mettra en lumière l'importance de l'équilibre relationnel. Que ce soit au travail, en famille, en amitié ou en amour, vous devrez négocier habilement, accepter des compromis et ajuster vos attentes pour préserver harmonie et bonheur.

♑

CAPRICORNE (22 DÉCEMBRE - 20 JANVIER)
Un désaccord ou une situation confuse au travail pourrait éveiller en vous l'idée d'un changement de carrière. Avant d'agir, prenez du recul, pesez soigneusement les options et demandez conseil à vos proches.

♒

VERSEAU (21 JANVIER - 18 FÉVRIER)
Vous brillerez et vous distinguerez, attirant la reconnaissance que vous méritez. Cette mise en valeur vous permettra d'affermir votre estime personnelle, renforçant confiance et estime de soi pour des changements durables dans votre avenir.

♓

POISSONS (19 FÉVRIER - 20 MARS)
Un déménagement pourrait se profiler, surtout si votre maison paraît désormais trop vaste. Ce changement marquerait une nouvelle étape de vie. Sur le plan affectif, une transformation positive pourrait consolider ou ranimer votre relation amoureuse.



CHELMSFORD École Alliance St-Joseph

Esprit olympique et plaisir hivernal au Carnaval Lynx



Course de boîtes de carton dans le cadre du Carnaval Lynx.
Photot : École Alliance St-Joseph

Récemment, les Lynx de l'école Alliance St-Joseph ont célébré leur carnaval d'hiver sous le thème des Jeux olympiques. Les festivités ont débuté par une cérémonie d'ouverture dynamique, où chaque classe représentait un pays et se préparait à relever divers défis afin d'accumuler des points tout au long de la semaine. Les élèves ont ensuite pris part à une variété de jeux et d'épreuves ludiques mettant en valeur l'esprit d'équipe, le respect et la persévérance. Les rires

et les encouragements ont retenti dans la cour d'école, créant une ambiance festive et rassembleuse. Pour se réchauffer après ces efforts olympiques, un chocolat chaud a été servi à tous les participants. Les célébrations se sont conclues avec la traditionnelle course de boîtes sur la neige, un moment très attendu qui a, une fois de plus, réjoui petits et grands. Une belle façon de célébrer l'hiver, l'engagement et la camaraderie au sein de la communauté scolaire!

WAWA École Saint-Joseph

Une expérience en codage avec Science Nord

Les élèves de la maternelle à la 5^e année ont eu la chance d'accueillir les scientifiques aux sarraus bleus de Science Nord dans le gymnase de l'école. Ces experts en sciences ont animé des ateliers de codage au cours desquels les élèves devaient programmer un petit robot afin qu'il suive une trajectoire définie. Cette activité amusante, pédagogique et accessible a permis aux élèves de mettre en pratique leurs connaissances en STIAM (sciences, technologie, ingénierie, arts et mathématiques), tout en développant leur logique, leur créativité et leur coopération. L'école Saint-Joseph remercie Science Nord pour cette expérience d'apprentissage authentique et enrichissante!



Des élèves apprennent à coder leur petit robot.
Photo : École Saint-Joseph

LIVELY École St-Paul

«Enweille, on improvise !»

Dans le cadre de la tournée scolaire « Enweille, on improvise » animée par Rodney Meilleur, animateur en construction identitaire dans les écoles du Conseil scolaire catholique Nouvelon, les élèves de la 7^e à la 8^e année de l'école St-Paul ont exploré le monde de l'improvisation. Grâce à divers exercices, ils ont pu développer leurs habiletés en communication orale et en arts dramatiques tout en revisitant les concepts de base de l'improvisation. Cette expérience a également offert une occasion



Un groupe d'élèves participe à une improvisation mixte.
Photo : École St-Paul

unique de stimuler la créativité, la confiance en soi et l'esprit d'équipe. Les Scorpions de St-

Paul ont grandement apprécié cette activité à la fois ludique et enrichissante!

Je pars à l'aventure dans une école catholique près de chez MOI !

Inscrivez votre enfant en tout temps !

NOUVELON.CA



CONSEIL SCOLAIRE
CATHOLIQUE DES
GRANDES
RIVIÈRES



TIMMINS École catholique Don-Bosco

Les élèves explorent les sentiers enneigés en raquette

Dans le cadre de leur cours d'éducation physique, les élèves de 4^e, 5^e et 6^e années de l'école catholique Don-Bosco ont récemment participé à plusieurs sorties hivernales en plein air. Accompagnés de leurs enseignantes, ils se sont rendus aux

pistes de Porcupine Ski Runners pour faire de la randonnée en raquette.

Au fil de ces sorties, les élèves ont pu explorer ce sport d'hiver et découvrir les magnifiques sentiers du site. Ces expériences leur ont

permis de profiter des joies de l'hiver tout en restant actifs.

Dans une ambiance enthousiaste, les élèves ont parcouru les pistes enneigées, combinant activité physique, découverte de la nature et plaisir de bouger à l'extérieur.



Photos : École catholique Don-Bosco



Photo : École catholique Louis-Rhéaume

KIRKLAND LAKE École secondaire catholique l'Envolée du Nord

Nos jeunes ont brillé au tournoi d'improvisation

Nos jeunes improvisateurs et improvisatrices de 7^e/8^e ont fièrement participé au tournoi d'improvisation à Earlington. Ils ont démontré créativité, esprit d'équipe et beaucoup d'enthousiasme tout au long de la journée.

Ils se sont amusés et ont su représenter notre école avec énergie et bonne humeur. Bravo à toute l'équipe pour leur participation.

L'inscription au
CSCDGR est
commencée!



Viens construire ton
avenir avec nous!



CONSEIL SCOLAIRE
CATHOLIQUE DES
GRANDES
RIVIÈRES

cscdgr.education

NIPISSING-TIMISKAMING

Ottawa investit plus de 4,5 millions \$ pour stimuler l'innovation et l'emploi dans le Nord

MEHDI MEHENNI
JUL LE VOYAGEUR

Le gouvernement fédéral injecte plus de 4,5 millions \$ dans l'économie du Nord de l'Ontario afin «d'accélérer l'innovation, soutenir le secteur de la défense et favoriser la croissance des entreprises dans la région de Nipissing-Timiskaming.»

L'annonce a été faite le 19 mars, à North Bay, par Pauline Rochefort, secrétaire parlementaire du secrétaire d'État (Développement rural) et députée de Nipissing-Timiskaming, au nom de Patty Hajdu, également responsable de FedNor. Elle a souligné l'importance de cet investissement pour la vitalité économique locale, dans un contexte où les régions nordiques cherchent à diversifier leurs économies.

Au total, 4 574 347 \$ seront investis par FedNor pour soutenir six initiatives jugées stratégiques. Ces projets touchent à la fois la formation professionnelle, le développement de produits, la commercialisation, et l'accompagnement des petites et moyennes entreprises. À terme, ils devraient permettre la création de plus de 150 emplois et le maintien de nombreux autres dans la région.

«Le Nord de l'Ontario se renforce lorsque nous travaillons ensemble. En soutenant le secteur de la défense du Canada et la formation professionnelle, nous aidons les entreprises à prendre de l'expansion et à devenir plus innovantes, concurrentielles et prospères. Cela ouvrira de nouvelles perspectives pour les entreprises, les étudiants et les travailleurs qualifiés et bâtira la main-d'œuvre de demain, ici même chez nous», a déclaré Patty Hajdu.

Une part importante de ce financement, soit plus de 2,5 millions de dollars, est destinée à Innovation Initiatives Ontario North. L'organisme utilisera ces fonds pour élargir son programme Step Forward Entrepreneurs, lancer une nouvelle initiative baptisée Ignite AI et prolonger un programme de stages axé sur le développement des compétences.

Ces initiatives devraient soutenir près de 150 entreprises, tout en générant la création de 120 emplois et le maintien de 105 autres. «L'objectif est d'aider les entreprises locales à adopter des technologies de pointe, notamment en intelligence artificielle, et à renforcer leur capacité d'innovation dans des secteurs clés.»

Le directeur général de l'organisation, Matthew Doherty, a salué cet appui financier, qu'il considère déterminant pour l'écosystème entrepreneurial régional. «Grâce à ce financement, IION pourra aider davantage d'entreprises à innover, adopter de nouvelles technologies, augmenter leurs ventes, créer de nouveaux emplois et développer de nouveaux produits. Notre objectif est d'aider les innovateurs à concrétiser leurs idées et pro-

jets, et l'annonce d'aujourd'hui va grandement y contribuer», a-t-il affirmé.

Parallèlement, une enveloppe de 2 070 547 \$ est accordée à Canadore College pour soutenir la création de son Centre de formation avancée en simulation. Le

financement couvrira les phases un et deux du projet, ainsi que la mise en place d'un nouveau fonds destiné à soutenir le développement de produits.

Ce centre vise à renforcer la formation et la recherche en aviation, tout en élargissant les capacités de simulation axées sur la défense dans le Nord de l'Ontario. Le projet devrait également favoriser la collaboration

Suite en page 14



De gauche à droite : Matt Doherty, directeur exécutif de IION, la députée Pauline Rochefort, Sandra Efu de Canadore College et Lianne Girard de la School of Aviation and Aerospace Technology.

Informations municipales

C. P. 5000 SUCC. A
200, RUE BRADY
SUDBURY ON P3A 5P3

311 Service
À votre service
www.grandsudbury.ca

Nous affichons les soumissions, les offres, les propositions et les ventes dans le site Web de la Ville au www.grandsudbury.ca.

AVIS D'AUDIENCES PUBLIQUES

concernant les demandes aux termes de l'article 45 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, L.R.O. 1990, chap. P.13, dans sa version modifiée.

Veuillez noter que les demandes suivantes de dérogation mineure ou d'autorisation afin d'obtenir une dispense des dispositions du Règlement de zonage de la Ville du Grand Sudbury, tel qu'il est précisé, ont été faites et seront entendues par le Comité de dérogation de la municipalité, dans l'ordre où elles figurent.

Avispublics

Participez à la réunion du Comité de dérogation

Le public peut participer aux audiences publiques en personne ou par voie électronique. Il existe plusieurs façons lui permettant de soumettre des observations aux membres du Comité de dérogation pour la réunion du 1 avril 2026.

- En personne : dans la Salle du Conseil au CLEL, salle 106, Centre Lionel E. Lalonde, 239, montée Principale, Azilda.
- Transmettre ses commentaires par écrit à Nia Lewis, secrétaire-trésorière du Comité de dérogation, C.P. 5000, succursale A, Sudbury (Ontario) P3A 5P3, avant la réunion, ou par courriel à coa_mv@grandsudbury.ca. Les commentaires reçus le **vendredi 27 mars 2026 à 15 h au plus tard** seront transmis aux membres du Comité de dérogation avant la réunion.
- S'inscrire pour prendre la parole par voie électronique lors de la réunion du Comité de dérogation : veuillez consulter le site de la Ville du Grand Sudbury (<https://www.grandsudbury.ca/faire-des-affaires/planification-et-developpement/comite-de-derogation-des-enseignes-irregulieres/>) pour prendre connaissance des instructions afin de s'inscrire pour participer par voie électronique. Les membres intéressés doivent s'inscrire avant midi le jour ouvrable précédant la date de l'audience.

Pour plus de renseignements sur ces questions, veuillez téléphoner ou prendre rendez-vous afin d'assister à la rencontre, au bureau de Nia Lewis, secrétaire-trésorière du Comité de dérogation de la Ville du Grand Sudbury, Place Tom Davies, 200, rue Brady, C.P. 5000, succursale A, Sudbury (Ontario) P3A 5P3. Tél. : 705-674-4455, p. 4376 ou 4346. Fax : 705-673-2200 (pendant les heures de bureau).

Demande : PL-MV-2026-00019
Description foncière : NIP 73593-0210, parcelle 38664, SECT. S.-E.-S., lot 25, plan M-963, partie du lot 4, concession 1, canton de McKim, 68, promenade Eden Point, Sudbury
Objet de la demande : Approuver la construction d'un porche attenant avec un avant-toit sur le logement existant, des empiétements sur la cour et des marges de reculement dérogeant au règlement municipal.

Demande : PL-MV-2026-00022
Description foncière : NIP 02135-0217, lot 60, pièce B, plan 3-SA, partie du lot 6, concession 4, canton de McKim, 45, avenue Hartman, Sudbury
Objet de la demande : Autorisation en vertu du par. 45 (2) de la Loi sur l'aménagement du territoire, L.R.O. 1990, chap. P.13 d'agrandir le stationnement à l'usage dérogatoire autorisé pour l'immeuble résidentiel existant en permettant d'y augmenter le nombre de logements, tout en maintenant le stationnement existant.

Demande : PL-MV-2026-00024
Description foncière : NIP 73588-0347, parcelle 8155, SECT. S.-E.-S., lot 229, plan M-128, partie du lot 8, concession 2, canton de McKim, 51, avenue Bulmer, Sudbury
Objet de la demande : Approuver un logement existant dans un triplex, pour un total de quatre logements, la surface accrue de plancher hors oeuvre brute dans une cour réduite dérogeant au règlement municipal.

Demande : PL-MV-2026-00025
Description foncière : NIP 73588-1161, pièce 9, plan 53M-1444, partie du lot 8, concession 2, canton de McKim, 568 Corsi Hill, Sudbury
Objet de la demande : Permettre une

augmentation du nombre de logements, dérogeant ainsi au règlement municipal.

Demande : PL-MV-2026-00028
Description foncière : NIP 73503-0558, parcelle 3793, SECT. S.-E.-S., lot 6, plan M-107, partie du lot 1, concession 2, canton d'Hanmer, 4537, avenue Notre Dame, Hanmer
Objet de la demande : Permettre une habitation additionnelle isolée existante, une marge de reculement et un empiétement dérogeant au règlement municipal.

DATE : MERCREDI 1 AVRIL 2026
HEURE : 17 H
ENDROIT : CENTRE LIONEL E. LALONDE (CLEL) 239, MONTÉE PRINCIPALE, AZILDA et par voie électronique

Les médias et le grand public peuvent visionner la webdiffusion du Comité de dérogation de la Ville du Grand Sudbury en continu en direct au <http://video.isilive.ca/sudbury/live.html>.

Les commentaires présentés sur la question, y compris le nom et l'adresse de l'auteur, seront connus du public. La population peut les consulter et ils peuvent être publiés dans la décision du Comité de dérogation. En transmettant des renseignements, y compris de façon imprimée ou électronique, vous indiquez que vous avez obtenu le consentement des personnes dont les renseignements personnels figurent dans les informations divulguées au public.

Une copie de la décision concernant l'une ou l'autre des demandes ci-dessus sera uniquement envoyée à la personne qui a demandé par écrit à la secrétaire-trésorière d'être avisée de la décision.



Informations municipales

C. P. 5000 SUCC. A
200, RUE BRADY
SUDBURY ON P3A 5P3

311 Service
À votre service
www.grandsudbury.ca

Nous affichons les soumissions, les offres, les propositions et les ventes dans le site Web de la Ville au www.grandsudbury.ca.

AVIS D'AUDIENCE PUBLIQUE

concernant les demandes aux termes des articles 22 et 34 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, L.R.O. 1990, chap. P.13.

Avispublics

Dossier : PL-RZN-2025-00050
Emplacement : NIP 73575-0329, parcelle 12906, SECT. S.-E.-S., lot 1, plan M-187, lot 9, concession 3, canton de Neelon (62, rue Levesque, Sudbury)
Objet et effet du règlement municipal de zonage proposé : Modifier le zonage de la propriété visée de « R1-5 », zone résidentielle à faible densité, à R3(S), zone résidentielle à densité moyenne (spécial), afin de permettre un immeuble résidentiel comptant 8 unités d'habitation, avec les dispositions propres au site qui suivent :

1. permettre l'aire d'entreposage de déchets envisagée dans la cour avant, bien que l'entreposage de déchets soit uniquement permis dans une cour intérieure;
2. ermettre les places de stationnement envisagées dans la cour avant, bien que le stationnement soit interdit dans la cour avant;

Dossier : PL-RZN-2025-00040
Emplacement : Partie du NIP 73478-1121, partie de la parcelle 11257, plan de renvoi 53R-20906, partie 2, lot 3, concession 5, canton de Broder (0, chemin Algonquin, Sudbury)
Objet et effet du règlement municipal de zonage proposé : Changer le zonage des terrains visés de « R1-5 », zone résidentielle à faible densité, à « R2-2 », zone résidentielle 2 à faible densité, afin de permettre la construction de 7 maisons jumelées (14 logements) dans le cadre de l'ébauche du plan de lotissement existant.

Dossier : PL-OPA-2025-00021 & PL-RZN-2025-00054
Emplacement : NIP 02138-0201 (TBF), LOTS 308-322, PLAN 1SC; RUE LOWE ET PARTIE D'UN PLAN DE RUELLE 1SC, SOUS LE NO S5129; PARTIE DU LOT 5, CONCESSION 4, SOUS LE NO S55853; SAUF LA PARTIE 1 DU PLAN 53R-16310, SOUS LE NO LT874281 ET SAUF LES PARTIES 2,3 ET 4, PLAN 53R20995; FAISANT L'OBJET D'UNE SERVITUDE SUR LA PARTIE 1 DU PLAN 53R17102, SOUS LE NO LT926815;

VILLE DU GRAND SUDBURY (162, rue MacKenzie, Sudbury)
Objet et effet des modifications proposées au règlement municipal de zonage : Modifier le Règlement 2010-100Z, soit le Règlement de zonage de la Ville du Grand Sudbury, en changeant le zonage de « C4(16) », zone d'utilisations de bureaux et commerciales (spécial), à « C4(16) », zone d'utilisations de bureaux et commerciales (révisée), afin de permettre une utilisation d'industrie légère. Modifier le Plan officiel de la Ville du Grand Sudbury afin de fournir une dérogation propre au site aux politiques de désignation du centre-ville pour permettre une utilisation d'industrie légère.

Les demandes permettraient une production d'industrie légère que l'on prévoit aménager à l'intérieur du bâtiment existant. L'auteur des demandes se spécialise en design, fabrication et entretien de systèmes de contrôle industriels et de fréquences audios ainsi que d'outils d'inspection. Cette utilisation de plus lui permettrait de fabriquer ces systèmes sur place.

AUDIENCE PUBLIQUE :
Avant de soumettre une recommandation au Conseil municipal, le Comité de planification tiendra une audience publique afin d'obtenir l'avis de la population le **lundi 13 avril 2026** à 13 h, au Centre Lionel E. Lalonde, situé au **239, montée Principale, Azilda**. Ce déménagement temporaire est nécessaire pour permettre la construction du centre culturel à la place Tom Davies.

Les médias et le public peuvent visionner la webdiffusion du Comité de planification de la Ville du Grand Sudbury en continu en direct au <http://www.grandsudbury.ca/ordresdujour>.

Participez au processus de planification
Le public peut participer aux audiences publiques en personne ou par voie

électronique. Il existe plusieurs façons lui permettant de soumettre des observations aux membres du Comité de planification et au Conseil pour la réunion du **13 avril 2026**.

- En personne : au Centre Lionel E. Lalonde, situé au 239, montée Principale, Azilda.
- Soumettre ses commentaires par écrit : Transmettre vos commentaires par écrit au greffier municipal de la Ville du Grand Sudbury, C.P. 5000, succursale A, Sudbury (Ontario) P3A 5P3, avant la réunion ou par courriel à greffier@grandsudbury.ca. Les commentaires reçus le **10 avril 2026 à 16 h au plus tard** seront transmis aux membres du Comité de planification et du Conseil avant la réunion.
- S'inscrire pour prendre la parole par voie électronique lors de la réunion du Comité : Veuillez consulter le site de la Ville du Grand Sudbury (<http://grandsudbury.ca/audiencespubliques>) pour prendre connaissance des instructions afin de s'inscrire pour participer par voie électronique. Les membres intéressés doivent s'inscrire avant 16 h le jour ouvrable précédant la date de l'audience.

Le rapport du personnel et les recommandations seront également affichés sur le site de la municipalité (<https://www.grandsudbury.ca/hotel-de-ville/maire-et-conseil/ordres-du-jour-en-ligne/>) le **2 avril 2026**.

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, notamment sur le droit d'appel, communiquez avec les Services de planification de la Ville du Grand Sudbury à l'adresse C.P. 5000, 200, rue Brady, Sudbury (Ontario) P3A 5P3 ou composez le 705-674-4455, poste 4295.

Malgré tout ce qui précède, les Règles de procédure indiquées dans le Règlement de procédure seront suivies : <https://www.grandsudbury.ca/hotel-de-ville/reglements-municipaux/>.

AVIS DE CONFIRMATION : DEMANDE COMPLÈTE

concernant les demandes aux termes de l'article 22 et 34 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, L.R.O. 1990, chap. P.13.

Dossier : PL-RZN-2026-00008
Demandes : NIP 73470-0209, parcelle 23804, SECT. S.-E.-S., partie du lot 2, concession 3, canton de Dill (278, chemin Old Wanup, Sudbury)
Emplacement : Proroger un règlement municipal d'utilisation temporaire afin de permettre un pavillon-jardin pendant un maximum de trois ans.

Dossier : PL-OPA-2026-00001 & PL-RZN-2025-00048
Demandes : NIP 73377-1567 et NIP 73377-1570, plan 53R20135 parties 1-13, plan 53R20749, parties 1-4, partie du lot 7, concession 5, canton de Waters (20, chemin Hill, Lively)
Emplacement : 1. Une modification au Plan officiel afin d'en retirer la politique spéciale 21.7qui limite le développement

- à 48 logements par hectare et permet une hauteur de bâtiment maximale de 4 étages.
2. Une demande de modification du Règlement de zonage afin de changer celui des terrains de « R3D36(12) », zone résidentielle à densité moyenne (spécial), avec une densité maximale de 36 logements par hectare, à « R3-1(S) », zone à densité moyenne (spécial), avec les dispositions propres au site qui suivent.
 - i) Au moins une place de stationnement par logement, bien qu'une et demie soit requise par logement;
 - ii) Au moins 0,1 place de stationnement pour bicyclettes par logement, bien qu'une demie soit requise par logement;
 - iii) Une hauteur maximale de bâtiment de 32 m (8 étages), bien que le maximum permis soit de 19 m (5 étages);

Ensemble, les demandes permettraient la construction d'un immeuble résidentiel de 8 étages comprenant 132 logements locatifs, en plus de l'immeuble résidentiel existant de 4 étages comprenant 56 logements abordables, pour les personnes âgées dans les deux cas.

Dossier : PL-RZN-2026-00009
Demandes : NIP 73346-1008, parcelle 30011, SECT. S.-O.-S., lot 2, concession 2, canton de Blezard (875, rue Bruno, Azilda)
Emplacement : Proroger un règlement municipal d'utilisation temporaire afin de permettre un pavillon-jardin pendant un maximum de trois ans pour prolonger l'utilisation d'un logement dans un bâtiment isolé en tant que pavillon-jardin.

Suite de la page 13

entre le milieu académique et les entreprises, tout en contribuant à la création de plus de 30 emplois.

La présidente-directrice générale du collège, Sandra Efu, a mis en avant les retombées concrètes de cet investissement. «Le financement annoncé aujourd'hui nous donnera la capacité de lancer des projets qui répondront aux besoins immédiats et futurs des étudiants, du secteur de la défense, des entreprises et des organismes du Nord de l'Ontario. Ces initiatives prioritaires aideront à stimuler le développement économique et l'emploi dans la région», a-t-elle déclaré.

Pour la députée Pauline Rochefort, ces investissements témoignent de l'engagement du gouvernement fédéral envers les régions rurales et nordiques. Elle insiste notamment sur l'importance de soutenir les entreprises locales dans un environnement économique en constante évolution.

«Je suis heureuse de voir que ce financement de FedNor aide les entreprises locales à augmenter leur productivité, à commercialiser de nouveaux produits et à faire passer leur entreprise au niveau supérieur. En plus de soutenir le secteur de la défense, la formation professionnelle et la création d'emplois, le gouvernement fédéral accompagne Nipissing-Timiskaming en aidant les entreprises à innover et à avoir accès aux ressources dont elles ont besoin pour réussir», a-t-elle souligné.

Les fonds annoncés proviennent de plusieurs programmes fédéraux, dont l'Initiative régionale en intelligence artificielle, l'Initiative d'investissement régional pour la défense et le Fonds pour la croissance économique régionale par l'innovation. Ensemble, ces programmes visent à «renforcer la résilience économique des régions et à soutenir leur transition vers une économie plus numérique et axée sur le savoir.»

Au-delà des chiffres, cette annonce illustre, selon le gouvernement fédéral, «une volonté claire de positionner le Nord de l'Ontario comme un pôle d'innovation émergent, capable de tirer parti des nouvelles technologies pour stimuler sa croissance. En misant sur la formation, la recherche et l'entrepreneuriat, le gouvernement fédéral espère créer un écosystème dynamique où entreprises, institutions et travailleurs qualifiés peuvent prospérer.»

Dans un contexte marqué par la transformation rapide des marchés et des technologies, poursuit le gouvernement, «cet investissement apparaît comme un levier stratégique pour assurer la compétitivité à long terme de la région. Pour les acteurs locaux, il s'agit aussi d'une occasion de consolider leurs acquis et de se projeter vers de nouvelles opportunités, tant au niveau national qu'international.»

vie communautaire TIMMINS



TIMMINS

Célébrer le conte dans toute sa diversité francophone !

GUILAINE
TCHADIEU

Pour célébrer la Journée internationale de la francophonie et la Journée mondiale du conte, le Centre franco-ontarien de folklore (CFOF), en partenariat avec la Communauté francophone accueillante du Corridor du Nord, ont organisé, le 20 mars 2026, une soirée micro ouvert au Centre culturel La Ronde de Timmins.

Une odeur de festin, quelques viennoiseries, des fruits et des boissons offerts, et surtout, un micro qui circule librement d'une main à l'autre. Dans cette salle où les regards et les rires se croisent, entrecoupés de silences émus, l'objectif est de partager, renforcer les liens, célébrer et se soutenir.

Le choc climatique

Le témoignage de Jean-Emmanuel Yameogo illustre parfaitement le danger que représente la méconnaissance des rigueurs climatiques. Arrivé de Côte d'Ivoire en plein mois de décembre, il a vécu une expérience traumatisante en tentant de se rendre à pied dans un restaurant qu'il pensait proche. Mal équipé, il a dû faire demi-tour en courant, les larmes aux yeux, sous le coup d'une douleur physique intense. Cette épreuve, qu'il qualifie aujourd'hui de «capital d'expérience», a marqué son entrée brutale dans la réalité nord-ontarienne.

Cette sensation de froid extrême est corroborée par Nathan, arrivé à Timmins il y a seulement cinq mois. Il compare l'hiver local à la sensation d'être enfermé dans un «réfrigérateur» où l'on a l'impression que «les os vont se casser». Pour lui, le climat n'est

pas seulement un décor, c'est une barrière physique qui impose un changement radical de mode de vie.

L'apprentissage technique comme clé d'intégration

S'intégrer exige alors d'apprivoiser son nouveau territoire par l'acquisition de compétences techniques. C'est l'expérience de Pierre-Alix, qui raconte avec humour et humilité ses débuts en ski de fond à Porcupine. Malgré une préparation méticuleuse, l'oubli de ses gants et sa méconnaissance technique l'ont vu glisser en arrière sur les pentes. C'est en observant l'aisance d'un enfant de cinq ans qu'il a compris que l'intégration passait par l'observation. Aujourd'hui, il ne quitte plus sa maison sans une liste de vérification stricte : manteau, gants, clés...

Pour Eliane, native de Madagascar, vivre à Timmins au milieu des lacs et des forêts est «l'exaucement d'une prière». Passionnée de plein air, elle ne voit pas la nature, ici, comme une menace, mais comme un espace de connexion spirituelle. Son témoignage montre que l'apprivoisement du territoire peut aussi passer par un amour immédiat pour les paysages boréaux.



Les contes ont mis en lumière des expériences enrichissantes. Photo : Guilaine Tchadiou

Le bénévolat : un tremplin

Pour plusieurs, le bénévolat n'est pas qu'une occupation, c'est un véritable tremplin. L'histoire de Joyce est à ce titre illustrative. Arrivée en pleine pandémie de COVID-19 et marquée par une quarantaine éprouvante, elle a choisi de briser sa solitude en s'impliquant intensément dans la vie universitaire (comme mentor) et communautaire. Cet investissement ne s'est pas fait en vain : son dynamisme a attiré l'attention des leaders locaux, lui permettant d'être embauchée par le Réseau du Nord comme agente de développement socio-économique dix jours avant même la fin de ses études. Cette transition fluide entre l'engagement bénévole et la carrière professionnelle souligne une réali-

té propre aux petites communautés : «Ici, on engage d'abord une personnalité et un dévouement avant un simple CV», souligne Patrick Breton, directeur général du CFOF, qui a agi comme modérateur de la session.

Le deuil et le «vide» professionnel

Le témoignage de Paola est celui d'un deuil. Arrivée en novembre 2025 pour rejoindre son oncle, elle apprend son décès juste avant son départ. Malgré cette perte immense, elle choisit d'honorer la volonté posthume de son parent en venant au Canada. Mais la douleur du deuil s'accompagne d'un autre défi : celui de l'inactivité. Ancienne militante féministe très active au Cameroun, elle vit difficilement

l'attente d'un emploi correspondant à ses compétences. Ce passage d'une vie de terrain intense à un calme plat professionnel a provoqué chez elle des moments de «burn-out» mental, illustrant que l'absence d'occupation est parfois plus épuisante que le travail lui-même.

En clôture de soirée, Patrick Breton a rappelé que ces récits ne sont pas de simples anecdotes, mais les briques d'une identité collective en mouvement. «Pour savoir où tu t'en vas, il faut savoir d'où tu viens, et il faut savoir d'où viennent les autres pour comprendre le trajet qu'ils ont fait», a-t-il martelé, invitant chacun à rester à l'écoute du parcours de l'autre pour bâtir une communauté véritablement multiculturelle.



**Votre confiance
est précieuse.
Protégeons-la.**



**Un message vous semble étrange?
Un appel vous paraît insistant?**

Ayez le bon réflexe, communiquez avec nous directement.

À la Caisse Alliance, on ne protège pas seulement votre compte, on protège aussi votre tranquillité d'esprit.

Restons vigilants et évitons la fraude ensemble.

vie communautaire **MARKSTAY/WARREN**



MARKSTAY-WARREN

Ouverture prochaine d'une garderie à Warren

MEHDI
MEHENNI | IUL
LE VOYAGEUR

Le Conseil scolaire catholique Nouvelon (CSC Nouvelon) et l'organisme Our Children, Our Future/Nos enfants, notre avenir (OCOF/Nena) ont annoncé, le 6 mars dernier, l'expansion des services de garde à l'école St-Thomas, située à Warren.

Cette initiative vise à répondre à la demande croissante des familles pour des services éducatifs et de garde en français dans la région, souligne un communiqué du CSC Nouvelon, parvenu à notre rédaction.

Déjà présent dans l'établissement grâce au programme ON y va, OCOF/Nena élargira son offre à compter du 1er septembre 2026. L'organisme proposera un centre de garde agréé à temps plein ainsi que des services avant et après l'école destinés aux enfants d'âge scolaire.

Selon toujours la même source, des travaux de rénovation seront réalisés afin d'intégrer ce nouveau centre au sein de l'école, grâce à un financement de Patrimoine canadien. Le futur centre francophone pourra accueillir 15 enfants âgés de 0 à 4 ans. Son ouverture officielle est prévue pour le début de l'année scolaire 2026-2027.

«Cette initiative bénéficie également du soutien du Conseil des services du district de Manitoulin-Sudbury dans le cadre du système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (SPAGJE). Le Conseil des services du district de Manitoulin-Sudbury appuie le développement de services de garde agréés



Photo : Shutterstock

accessibles et de grande qualité pour les familles de Warren», indique le communiqué.

Le directeur de l'éducation du CSC Nouvelon, Tom Michaud, souligne l'importance de ce projet pour la communauté. «L'expansion des services de garde à l'école St-Thomas marque une étape importante pour soutenir les besoins croissants des familles de la région. Grâce à notre

collaboration avec Our Children Our Future/Nos enfants, notre avenir, nous offrons aux familles un accès à des services de garde à temps plein ainsi qu'à une éducation catholique de langue française de qualité au sein de notre école», a-t-il déclaré.

De son côté, la directrice générale d'OCOF/Nena, France Gauthier, a insisté sur la continuité du partenariat. «Nous sommes

très heureux d'élargir notre collaboration avec le CSC Nouvelon. L'ajout de services de garde agréés à temps plein permettra aux familles de Warren d'avoir davantage d'occasions d'accéder à des services d'apprentissage et de garde au sein de leur communauté scolaire», a-t-elle affirmé.

Enfin, des discussions sont en cours pour la création d'un centre de garde anglophone dans

la même école. Ce second centre pourrait accueillir 15 enfants supplémentaires. Son ouverture est envisagée vers la fin de l'année 2026 ou au début de 2027.

Pour rappel, fin novembre 2025, Carrefour francophone a annoncé l'ouverture d'un Centre de la petite enfance (CPE), au courant de l'année 2026, à l'École publique Camille-Perron de Markstay.



MARKSTAY-WARREN
SENIORS ACTIVE LIVING PROGRAM



CENTRE DE VIE ACTIVE
POUR ÂÎNÉS

